

Réunies au sein des organisations non gouvernementales comme Action pour le Kivu, les femmes de cette province s'inquiètent des violences à l'Est de la RDC.

Cette inquiétude part du constat selon lequel le parlement siège des institutions et principal cadre pour la mise en oeuvre des lois s'illustre depuis un certain temps à un sexisme Parlementaire. Ces activistes qui trouvent que la femme est sous représentée dans les postes de décision s'indignent en ces termes : « Le bureau de l'Assemblée Nationale ne compte qu'une femme, Elysée Minembwe, questeur ». « Les commissions parlementaires n'ont que très rarement des présidents femmes, hormis Eve Bazaïba et la présidente du comité des sages ». Ces activistes rappellent les concertations ont au départ choisi deux femmes seulement comme coordonnatrices des groupes thématiques parmi 18 membres-hommes.

Il a fallu la réaction louable et énergique de la ministre du Genre Inagosi et Mme la questeur Elysée Minembwe, seule membre femme du bureau, pour que, gênés, « on » corrige en ajoutant, au pied levé, des femmes comme co-présidentes des sous-groupes des concertations. Tout ceci en dit long sur l'héritage lourd de la République en vue de la participation de la participation de la femme à la chose publique. Cependant, ces femmes saluent le fait qu'avec la nouvelle génération politique, valablement incarnée par le président Minaku, la cause du «genre» à l'hémicycle commence à évoluer .Mais, cela appelle à une attention particulière afin de ne pas ternir l'image du parlement sur ce plan là par des excès isolés. Ces femmes du Kivu citent nommément l'honorable Fidèle Babala qui selon elles, s'illustre par un sexisme au sein de l'hémicycle.

Ces femmes estiment qu'il est temps de penser à l'application de sanctions pour exemplarité. Après la leçon donnée par la RDC et l'Afrique d'abord en ouvrant tous les postes aux femmes ainsi qu'après l'attitude du président du parlement français qui, dans un cas similaire, a sanctionné un député de l'UMP pour avoir dénigré ou dévalorisé la prise de parole de sa collègue femme, une députée écologiste par des caquètements et autres cris de poule, il est légitime de s'interroger sur le sort à réserver aux excès de ces députés congolais envers les femmes politiques. Car disent elles, l'on ne peut pas faire semblant de vouloir aider les femmes de l'Est quand, dans sa propre maison, des agresseurs d'un autre type humilient la femme congolaise en toute impunité.